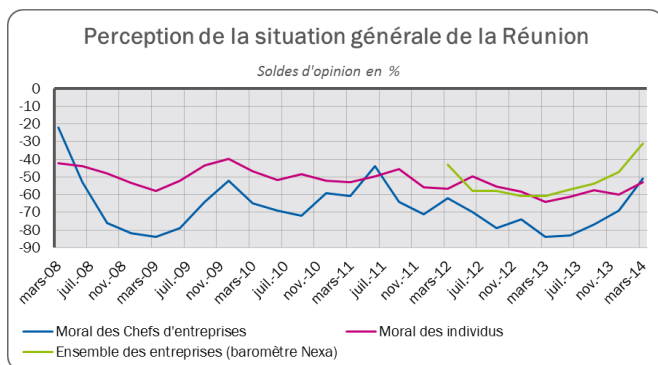


## Courant ascendant instable pour l'économie locale

Débuté sous une influence arrosée et mouvementée par le passage du cyclone Bejisa, le premier trimestre 2014 a apporté de nombreuses opportunités de rebond sur plusieurs secteurs d'activité. La période a également été marquée d'une forte teinte politique et sociale avec la campagne électorale suivie des élections municipales au mois de mars.

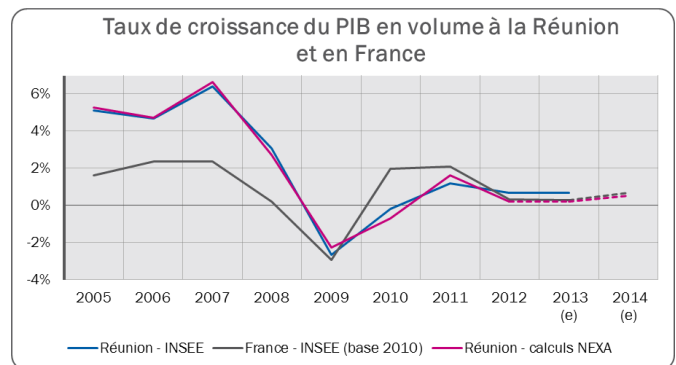
Tous les indicateurs de perception de l'économie se redressent confortant l'optimisme ambiant des différents acteurs. Toutefois, dans un contexte social toujours difficile, les écarts entre signaux positifs et négatifs se sont amplifiés, amenant une situation de plus en plus contrastée et vulnérable.



Source : IPSOS, Nexa

De façon générale, l'économie réunionnaise a profité d'un renforcement de l'investissement qui a permis de compenser une certaine faiblesse de la consommation. Les entreprises ont accompli des efforts pour renouveler ou maintenir leur appareil de production alors que les ménages ont révélé une plus forte propension à l'épargne plutôt qu'à la dépense.

Compte tenu des indicateurs publiés par les différentes institutions privées et publiques, nos prévisions de croissance pour La Réunion en 2014 ne sont pas pessimistes mais n'offrent pas pour autant de réelle satisfaction. En l'occurrence, la courbe des prix en net ralentissement donne une assez bonne mesure de l'inertie du marché réunionnais.



Source : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE - IEDOM - AFD) et de modélisations reposant sur des indicateurs économiques (avec déflateur IPC en 2013 et 2014).

En considérant des stocks nuls, le produit intérieur brut devrait rester cette année, sur une croissance tout juste positive à 0,5% en volume (soit 2% en valeur). Cette première estimation indique une importante marge de progression en fonction des arbitrages d'investissement des entreprises et des décideurs publics mais plus particulièrement, de la détermination des ménages à consommer.

### Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

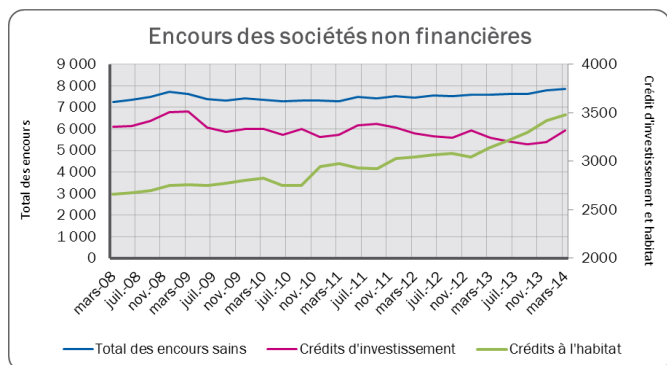
### Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
Rédaction : Frédéric LORION  
Graphiques : Rekha GRIMOIRE  
Conception et édition : Nexa  
Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

## Les investissements en légère reprise

La confiance semble avoir regagné les entreprises au premier trimestre 2014 si l'on considère la hausse des crédits consentis par les établissements financiers. Les encours sains atteignent un niveau historique de 7 846 Mds€, en progression de 3,4% en variation annuelle. Dans ce volume, les crédits d'équipement reprennent une certaine vigueur avec une hausse de 3% et un retour sur les niveaux de 2012.

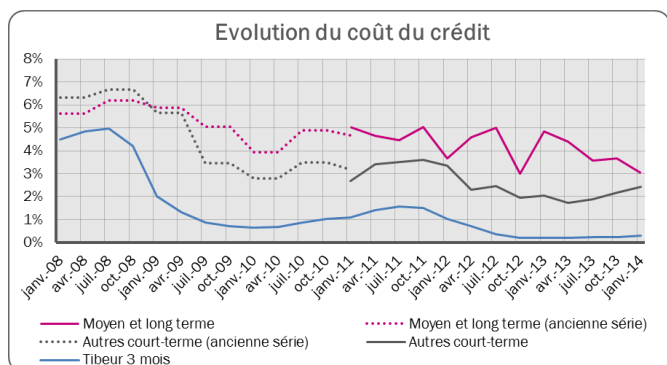
La répartition sectorielle des emprunts fait apparaître une mobilisation de 53% des encours disponibles pour les activités liées à l'immobilier (incluant l'habitat), suivi de l'industrie qui croît de 7,3% en rythme annuel.



Source : IEDOM

Hors regroupement des activités immobilières, les petites et moyennes entreprises contribuent davantage aux encours par rapport au premier trimestre de l'année précédente (+9,3%). Celles-ci sollicitent principalement des crédits de moyen et long terme dont le coût diminue sensiblement.

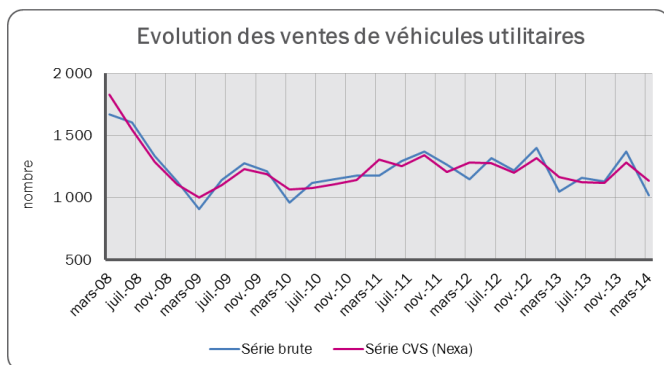
Les conditions de crédits bénéficient toujours d'un environnement financier international favorable, avec un fléchissement des taux longs et une quasi stabilité des taux courts à des niveaux historiquement bas.



Source : Banque de France, IEDOM

Les statistiques douanières viennent conforter ces données financières puisque les importations de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires augmentent respectivement de 7,2% et 7,6% au cours de la période.

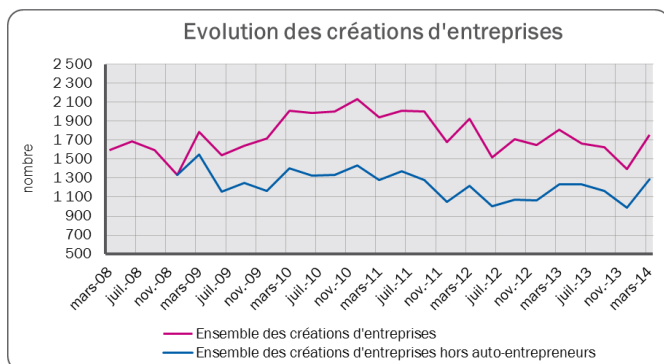
Seul le marché des véhicules utilitaires tempère ce constat positif. Après un renouvellement de leurs flottes en fin d'année précédente, les entreprises ont de nouveau restreint leur budget transport au premier trimestre.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

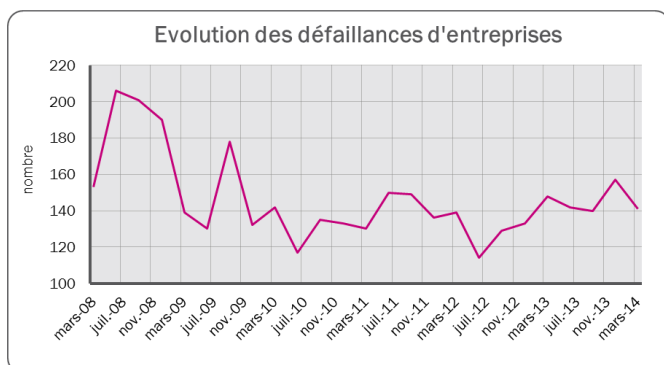
## Rebond de l'entrepreneuriat

Le ralentissement des créations d'entreprises, subi depuis mars 2013, a été enrayé au premier trimestre avec une poussée de 26% par rapport au trimestre précédent. Cette performance concerne plus particulièrement les entreprises individuelles et dans une moindre mesure les créations de sociétés, alors que les auto-entrepreneurs sont encore hésitants. En rythme annuel cependant, l'entrepreneuriat s'inscrit en recul de 3%.



Source : INSEE

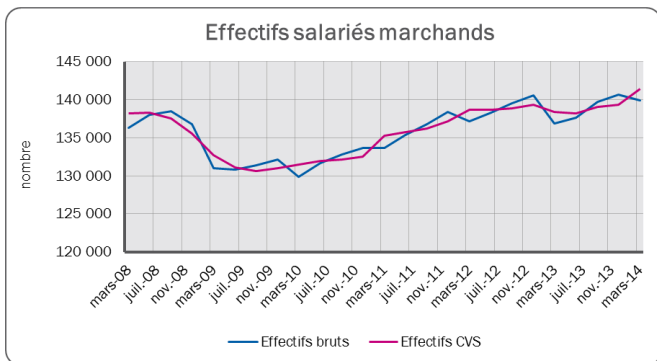
Simultanément, les défaillances d'entreprises enregistrent un recul. Leur nombre au cours de ce trimestre reste toutefois au-dessus de leur moyenne de long terme avec plus de 140 entreprises passées devant les tribunaux de commerce.



Source : INSEE

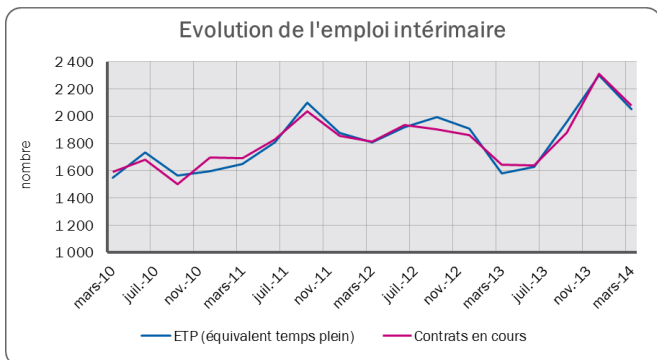
## Bonne résistance de l'emploi marchand

L'enquête réalisée auprès des dirigeants d'entreprises au premier trimestre dévoile une amélioration des opinions relatives à la hausse des effectifs salariés, essentiellement dans le secteur industriel.



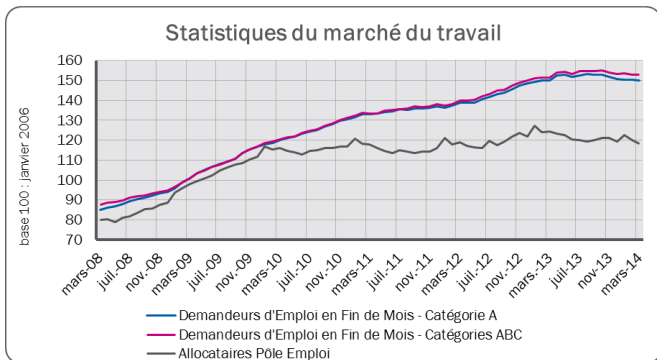
Source : ACOSS

En tenant compte de la saisonnalité, les **effectifs salariés** comptabilisés dans le secteur marchand augmentent encore ce trimestre. Ils bénéficient notamment de l'apport des emplois aidés alors que la main d'œuvre intérimaire se réduit.



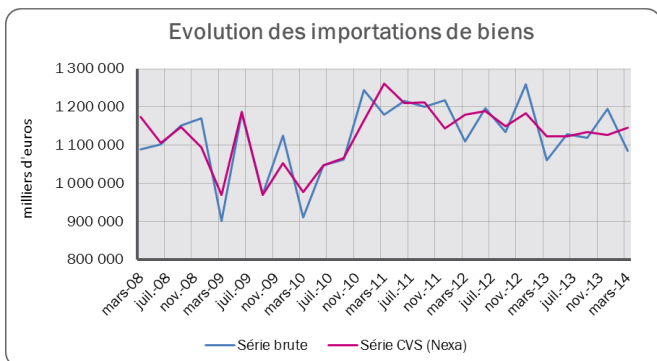
Source : Dares

Le corollaire à cette résistance de l'emploi se retrouve dans le nombre de personnes en recherche active d'emploi avec des diminutions respectives de -0,6% pour la catégorie ABC et -1% pour la catégorie A.



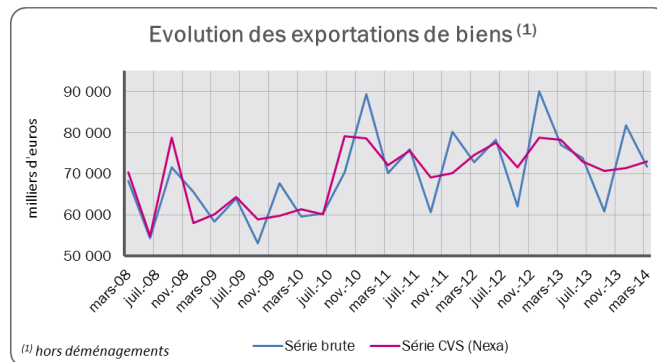
Source : DIECCTE, Pôle Emploi

## Les échanges extérieurs sans tendance



Source : Douanes

Malgré l'impact saisonnier négatif du premier trimestre, les **importations de marchandises** ont gagné 2% en valeur, en rythme trimestriel et annuel par rapport à 2013. Elles concernent en majorité les équipements professionnels, les biens courants et les produits liés à l'alimentation. Cependant, le cumul sur 12 mois glissants de 4 518 M€ conserve un retard de 2,6%.



Source : Douanes

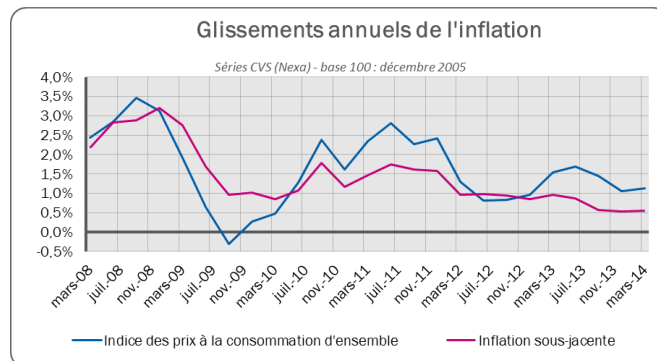
Les **exportations de biens** profitent d'un léger rebond de 2,2% par rapport au trimestre précédent mais affichent un retrait de 6,9% en glissement annuel. La tendance moyen terme demeure décroissante avec un cumul en baisse de 6% sur un an avec 288 M€ de marchandises exportées.

## Une faible inflation

Au premier trimestre 2014, l'**indice des prix à la consommation** a progressé faiblement. Pourtant la saison cyclonique active et le passage de Bejisa ont entraîné une hausse sur les prix des produits frais en janvier et débordant sur février. Il est intéressant par ailleurs de noter la progression des prix sur les produits manufacturés (habillement et chaussures) en janvier juste avant une contraction pendant la période de solde d'été en février, qui a été rattrapée par une forte hausse en mars.

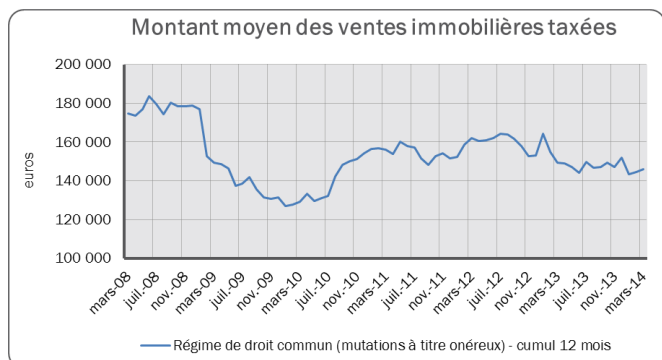
Cette évolution générale des prix sur le marché local doit être observée de près pour juger de son caractère conjoncturel ou structurel.

En effet, les différentiels de prix entre La Réunion et la métropole sur certains biens permettent d'entrevoir d'importantes marges de réduction. Le secteur automobile a particulièrement été visé récemment, avec des polices d'assurance ou des pièces détachées proposées jusqu'à respectivement 50% et 100% plus chères qu'en métropole.

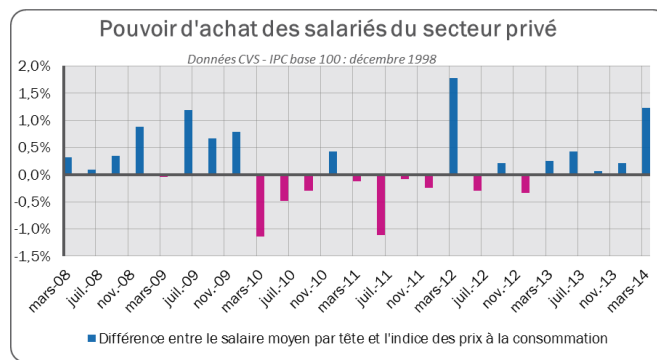


Source : INSEE - calculs Nexa

Les prix sur le **marché immobilier** présentent également des signes de ralentissement puisque les acheteurs peuvent mieux négocier auprès des vendeurs. Ces derniers voient leurs biens dévalués de 3,2% sur le trimestre et jusqu'à -7,2% par rapport à l'année précédente.



Le **pouvoir d'achat** dans le secteur marchand, calculé en rapportant le salaire moyen par tête à l'indice des prix à la consommation, a fortement augmenté au premier trimestre. Cette progression ne s'est cependant pas traduite dans la consommation et les ménages ont préféré thésauriser.



## La perception sectorielle et empirique

(\*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

Malgré des résultats en deçà des attentes, le niveau d'activité et l'utilisation des capacités de production des entreprises interrogées au premier trimestre 2014 sont supérieurs à ceux de la même période en 2013.

Cela s'expliquant en partie par une demande du marché mieux orientée que l'année dernière, combinée à une stabilité des prix de vente.

Au second trimestre, des perspectives encourageantes apparaissent pour le chiffre d'affaires et la rentabilité des acteurs, mais qui s'accompagnent d'une baisse des effectifs salariés. Parallèlement, les dirigeants prévoient un recours plus important aux différentes sources de financement afin de financer leurs futurs investissements.

Enfin, les chefs d'entreprises se montrent globalement plus optimistes quant à l'avenir de l'économie réunionnaise.

### ● Renforcement dans les secteurs industriels

Par rapport à 2013, le carnet de commandes des **industriels de biens de consommation** s'est mieux rempli au premier trimestre, amenant les entreprises à utiliser davantage leurs capacités de production. L'amélioration de la demande encourage les industriels à investir et à recruter de nouveaux salariés.

Pour la prochaine période, les professionnels anticipent une hausse de leur rentabilité par rapport au premier trimestre et un plus net recours au crédit bancaire et autres sources de financement.

Enregistrant des commandes plus importantes et une diminution du prix de vente en ce début d'année, le chiffre d'affaires des **autres industriels** n'a pas connu de progression par rapport à la fin 2013. Les acteurs consacrent moins de temps à la formation de leurs salariés et sont plus frileux à s'engager dans des crédits et autres sources de financement.

La confiance semblerait revenir au second trimestre à travers un renforcement de l'investissement et de l'effectif salarié, tandis que le recours au crédit bancaire continuerait de chuter.

### ● Les transports refont surface

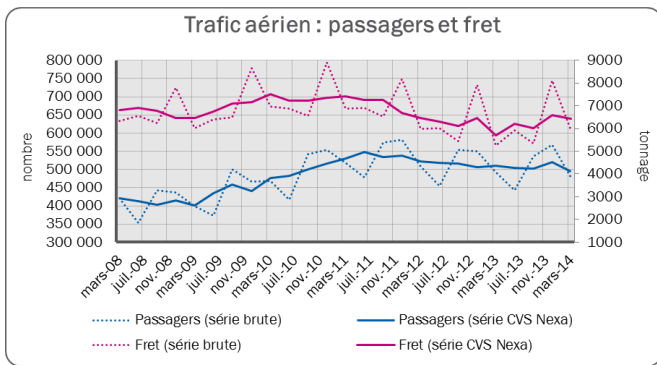
Par rapport à leurs prévisions, ce premier trimestre est propice à l'activité pour les **transporteurs routiers de passagers**, qui bénéficient d'une amélioration de leur chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente.

Ils font preuve d'un élan d'optimisme pour le second trimestre 2014, l'ensemble des indicateurs étant positifs. Ainsi, les acteurs s'attendent à un net rebond de leur chiffre d'affaires, ce qui devrait profiter à la création d'emplois et à la réalisation de nouveaux investissements.

Contrairement à leurs confrères, les **transporteurs de marchandises** subissent une véritable désillusion en ce début d'année par rapport à ce qu'ils anticipaient. Malgré un recul des prix du marché, le chiffre d'affaires s'est détérioré de manière significative par rapport au dernier trimestre 2013.

Les perspectives pour les prochains mois sont nettement plus encourageantes : la demande du marché et le niveau d'activité devraient redécoller, engendrant une marge positive pour les entreprises. Ces derniers envisageraient alors de renforcer leurs effectifs et leurs investissements.

Dans ce domaine, l'activité **transport aérien** ne réalise pas une bonne performance. Le trafic passagers accuse un repli de 5% au premier trimestre avec 477 790 personnes accueillies dans les aéroports. Ce résultat, attribué principalement au ralentissement du trafic Métropole, confirme une érosion de fond depuis le second semestre 2011 : en cumul annuel, la baisse atteint -3%.



Source : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

Complétant l'activité passagers, le **transport de fret** avec 5 930 tonnes échangées, en léger recul de 2% sur le trimestre, reste en revanche nettement au-dessus du niveau de l'année précédente, progressant de 13% par rapport à la même période en 2013.

Dans ce bilan plutôt négatif, la compagnie régionale Air Austral abandonne des parts de marché mais réalise un bon résultat financier puisqu'elle termine son exercice annuel à fin mars avec un résultat net de 4,7 M€ (contre une perte de 52 M€ un an plus tôt).

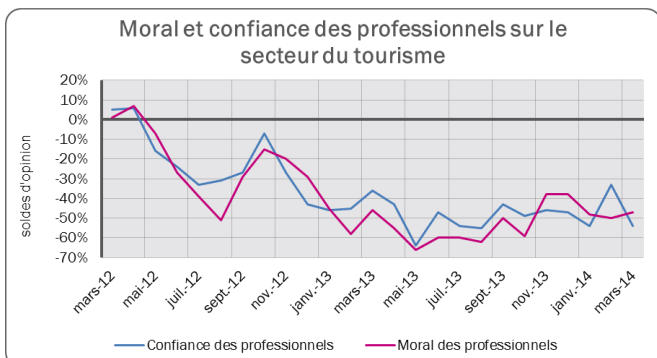
### ● Les activités touristiques broient du noir

Le niveau d'activité des professionnels de l'**hôtellerie-restauration**, en phase avec leurs estimations, est alarmant en dépit des efforts fournis (stabilité du prix de vente, progression de l'investissement).

Par conséquent, même s'ils anticipent une reprise de l'activité au deuxième trimestre, les résultats devraient être bien en deçà de ceux de l'année dernière : baisse du chiffre d'affaires et de la rentabilité, ralentissement des embauches et de l'utilisation des capacités de production.

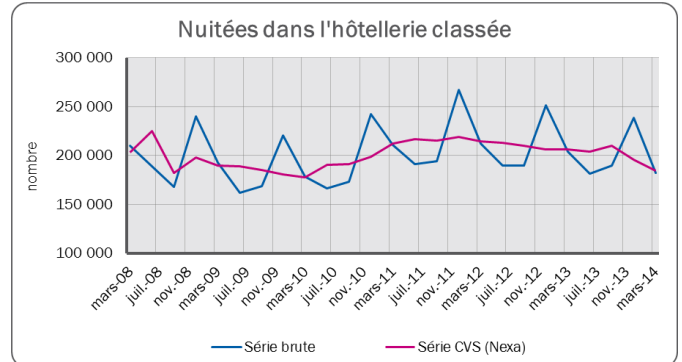
La Réunion subit inexorablement la baisse de son principal marché émetteur en matière touristique. En Métropole, le Syndicat des entreprises du tour-operatoring a publié son bilan de l'hiver 2013/2014 en faisant état d'un retrait de 8,3% de l'activité et de -11% du nombre de client sur le long courrier, avec -12,2% attribués à la zone Afrique/Océan indien pour les voyages à forfait.

Notons que la plupart des réservations pour les départs longs courriers de la Métropole ont été affectées par l'attractivité du Brésil pour la coupe du monde en juin (+ 100,3% des réservations à fin mai 2014 !) au détriment des autres destinations.



Source : IRT - Observatoire régional du tourisme

Sur le territoire, le sentiment des acteurs touristiques virent au pessimisme chronique. Affectée par la non résolution du risque requin et de l'écho médiatique qui lui est donnée, l'hôtellerie classée enregistre une désaffection généralisée, à - 11%, touchant particulièrement la zone balnéaire. Le déficit s'est accentué à - 14% pour la catégorie supérieure d'hôtels, ce malgré une réduction de l'offre de chambres à la baisse et une réorientation vers les clients résidents.



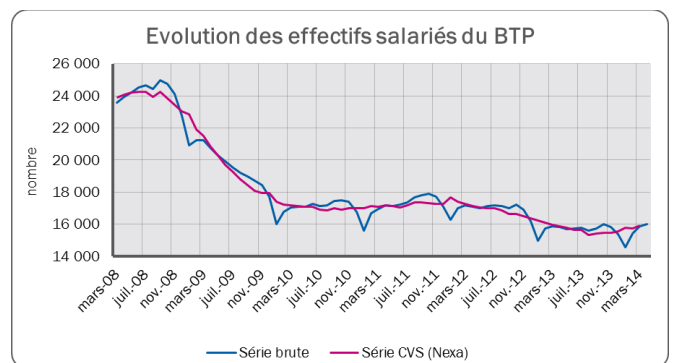
Source : INSEE - enquête de fréquentation hôtelière

La fréquentation des Offices de Tourisme confirme cette contre-performance. A fin mars, sur 63 614 personnes accueillies dans les différents bureaux, la part des visiteurs extérieurs décline de 4,6%. La forte progression de la clientèle locale (+15,4%) permet toutefois de maintenir l'activité au niveau de l'année précédente.

### ● Amélioration hésitante dans la construction

Par rapport au quatrième trimestre 2013, les entreprises de la construction ont vu la demande du marché et leur niveau d'activité s'améliorer en ce début d'année. Les professionnels du secteur ont réalisé plus d'investissements ce trimestre par rapport à 2013, anticipant un sursaut de l'activité dans les mois à venir avec le démarrage annoncé des gros chantiers.

En effet, les indicateurs d'activité (chiffre d'affaires, marge, capacités de production) devraient progresser significativement au deuxième trimestre. Les dirigeants envisagent de recourir davantage au crédit bancaire, afin de financer leurs futurs investissements. Néanmoins, le secteur ne projette pas de recruter à court-terme, choisissant de consacrer plus de temps de formation à leurs employés.

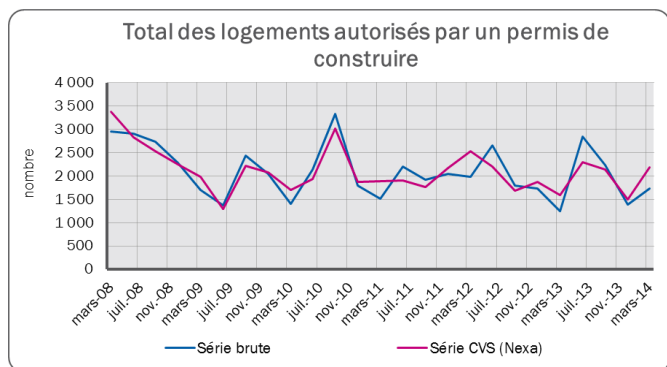


Source : CCP BTP

Face aux perceptions des entreprises, les indicateurs conjoncturels apparaissent contrastés. Du côté de

l'emploi, les effectifs enregistrés à la Caisse des congés payés du BTP retrouvent un meilleur niveau avec près de 15 900 salariés à fin mars mais davantage dû à la régularisation d'entreprises qu'à un surcroît d'activité.

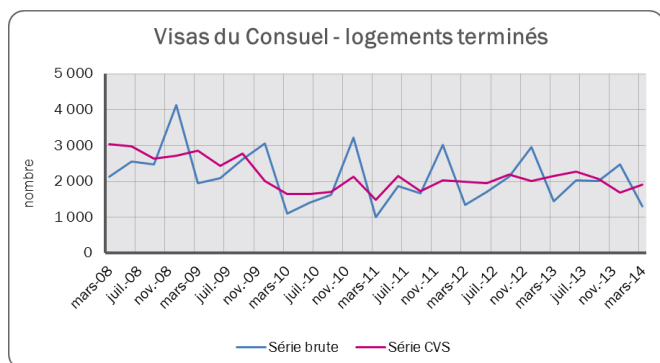
La **commande publique** qui génère 83% de la production au secteur a offert de bonnes opportunités, principalement dans les travaux routiers (travaux préparatoires de la nouvelle route du littoral) ainsi que dans le génie civil (extensions portuaires et aéroportuaires) et les constructions publiques (réhabilitations de collèges et lycées). L'évolution positive du nombre de consultations de marchés sur la période permet d'envisager avec optimisme les mois à venir.



Source : DEAL/Sitadel2

La construction de **logements neufs** qui repose quasi uniquement sur les opérations sociales peut encore compter sur un stock important de travaux en cours. Cependant, la chute des démarrages de chantiers risque de freiner l'activité sur les prochains mois malgré un rebond des autorisations de construire au premier trimestre.

En outre, le ralentissement saisonnier observé sur les livraisons au premier trimestre illustre la tendance négative du marché du logement sur le moyen et long terme. En cumul annuel, le nombre d'attestations de conformités délivrées par le Consuel à la livraison des logements apparaît en recul de 6%.



Source : Consuel

Si la perspective des grands chantiers négociés dans le « Protocole de Matignon » met du baume au cœur des entreprises et des salariés, ceux-ci sont néanmoins préoccupés par les risques post-électorales. Le souvenir des nombreux projets annulés pour des raisons politiques ou budgétaires après des renouvellements de mandatures lors d'élections passées refait surface.

Par ailleurs, les nouvelles mesures de financement du logement social (dont la fixation du seuil d'intervention de la LBU à un minimum de 5% limitant de fait le montant global de la défiscalisation) pèsent sur la programmation à venir alors même que le secteur libre se contente de la part congrue, sans réelle attractivité.

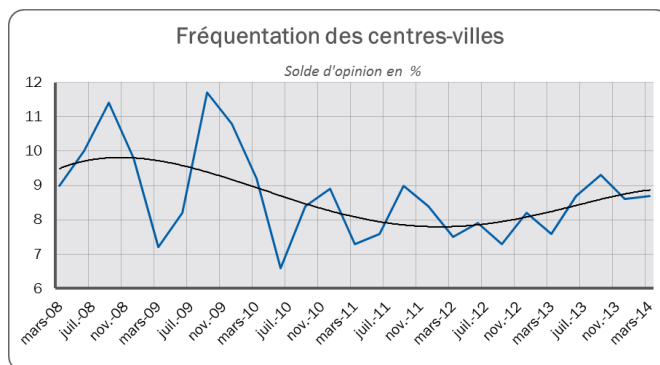
### ◆ Des commerçants peu rassurés

Au regard des prévisions des **grossistes**, le premier trimestre a été décevant (niveau d'activité, demande du marché, indicateurs de marge/rentabilité). Néanmoins, le niveau d'utilisation des capacités de production et le temps consacré à la formation redécollent.

Les perspectives restent sombres pour le prochain trimestre : le chiffre d'affaires s'inscrit en retrait et l'effectif salarié diminue sensiblement.

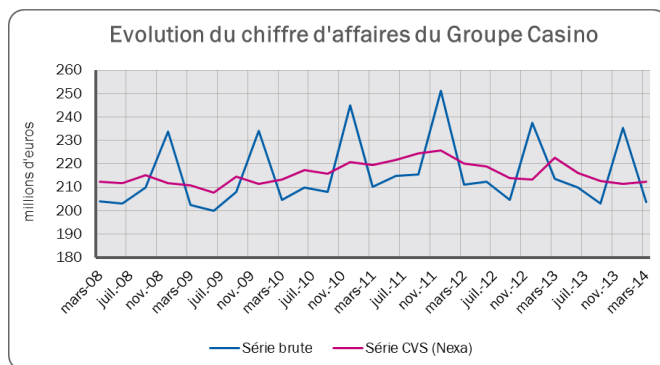
La période de soldes n'a guère aidé les **détailants** à contrarier leurs inquiétudes du début d'année. On note un chiffre d'affaires et des capacités de production supérieurs à 2013, sans pour autant renouer avec la croissance.

Pour le prochain trimestre, les acteurs se montrent plus confiants en l'économie réunionnaise, ils espèrent ainsi un redressement de l'activité et de la rentabilité.



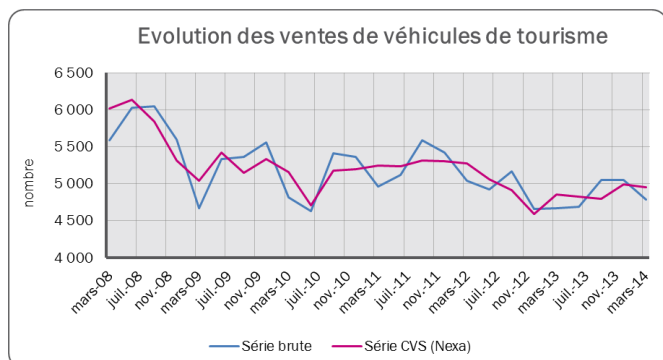
Source : IPSOS

Pourtant, les **centres villes** ont redoublé d'efforts pour attirer la clientèle en organisant les traditionnelles nocturnes à l'ouverture des soldes et ont ainsi pu bénéficier d'une meilleure attractivité, au détriment des grandes surfaces. Celles-ci ont juste résisté en maintenant un chiffre d'affaires constant et en s'appuyant sur les ventes de produits de consommation courante.



Source : Groupe Casino

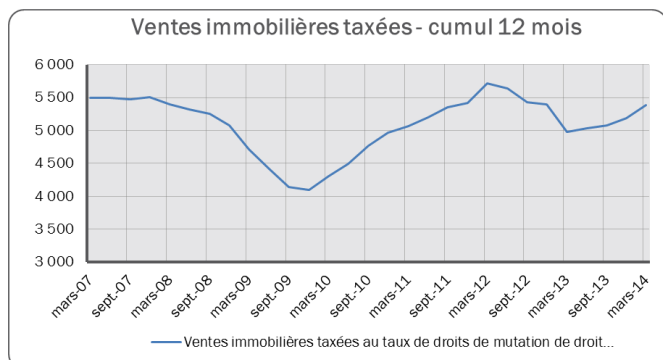
Représentatif de la santé du commerce, l'indicateur des **ventes de véhicules** déçoit. Au final, le commerce de l'île subit un certain rationnement de la consommation des ménages. Sur la période, leurs encours de crédits refluent encore de 1,5% par rapport au trimestre précédent et de 2,4% en un an.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

## Les services marchands en ordre de marche

Les **autres services marchands** retrouvent peu à peu confiance en l'économie réunionnaise en ce début d'année. Le secteur utilise mieux ses capacités de production que l'année dernière, stimulé par la reprise de la demande du marché. Les pronostics du prochain trimestre sont plutôt contrastés ; on attend d'une part une remontée sensible de l'activité et de la rentabilité, et d'autre part un repli de l'investissement et de l'effectif salarié.



Source : CGEDD-MEDOC

L'évolution positive du nombre de **transactions immobilières** semble indiquer une fébrilité dans les agences immobilières, sans garantir pour autant une amélioration de la rentabilité en raison de la baisse des prix de vente.

Les **services bancaires** se distinguent par l'amélioration substantielle des encours sains mais également par une bonne collecte auprès des différents agents économiques. Dans ce contexte, la Banque de La Réunion réalise ainsi une nouvelle performance en présentant un résultat d'exploitation et un produit net bancaire respectivement en hausse de 8% et 5%.

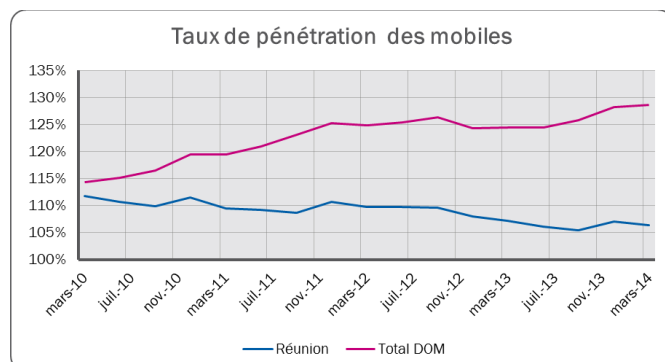
Assombrissant ce tableau, la **publicité** accentue son recul avec 15,4 M€ investis par les annonceurs au premier trimestre. En chute de 15% par rapport à 2013, elle touche particulièrement la télévision, la presse et l'affichage alors que la radio s'en sort mieux.

## Les TIC

Après une fin d'année morose pour les entreprises de TIC, les prévisions d'un redressement du carnet de commandes se sont concrétisées ce trimestre, tirant le chiffre d'affaires et l'utilisation des capacités de production à la hausse. L'emploi montre enfin des signes positifs après une année de tassement.

A court-terme, les dirigeants espèrent un accroissement de la demande du marché et de leur rentabilité.

En termes de pénétration auprès des citoyens, les équipements en TIC évoluent peu. Le parc de la **téléphonie mobile** réduit sensiblement sa progression et les ménages semblent également contraindre leurs dépenses liées à l'**internet à domicile**.



Source : ARCEP

# Les événements marquants récents

## Janvier

### ◆ Intempéries

En alerte rouge dès le 1<sup>er</sup> janvier, La Réunion a subi les vents et les pluies du **cyclone Bejisa** qui a occasionné de nombreux dégâts : routes coupées, plus de 150 000 foyers sans électricité, 167 abonnés (49%) privés d'eau courante.

### ◆ Energie

Prévu par le Schéma régional climat, air énergie (SRCAE) validé en décembre 2013, un **Comité de pilotage stratégique** doit mener La Réunion vers l'autonomie énergétique à l'horizon 2030. En appui avec la SPL Energie Réunion, la gouvernance inclut la Région, le Département, l'Etat, l'ADEME, le SIDELEC et EDF. Les opérateurs institutionnels, publics et privés sont regroupés en 7 comités opérationnels chargés de notre exemplarité au niveau national et international.

### ◆ Coopération régionale

La Commission de l'Océan Indien (COI) a célébré aux Seychelles le trentenaire de l'**Accord de Victoria**, qui a institué l'organisation de coopération régionale, sous la présidence du dirigeant seychellois James Michel.

### ◆ Social

François Lamy, **ministre délégué à la Ville** a séjourné dans l'île avec un programme portant sur la rénovation urbaine, l'école et l'insertion. Plusieurs visites étaient prévues dans différents quartiers à St Denis (Camélias et Château Morange), St Paul (Plateau Caillou) ou encore St Benoît (Bras Fusil).

## Février

### ◆ Social

Les pompes sont restées fermées durant 3 jours suite à la **grève des stations-services** qui demandaient des négociations entre Etat, gérants et pétroliers avant la mise en application du décret Lurel visant à réguler les prix des carburants dans les DOM et portant sur la marge de gros et la transparence des prix.

### ◆ Financement

L'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique) a organisé la 10<sup>ème</sup> édition de la **Semaine du Microcrédit**. A travers les forums publics répartis sur toute l'île et une journée portes ouvertes dans ses antennes, l'objectif est de promouvoir le microcrédit et la création d'entreprise comme « piste de retour à l'emploi » pour les porteurs de projet.

### ◆ Tourisme

Déclarée grande cause nationale par l'Etat, les **Assises du Tourisme** se sont déclinées au format territorial. Durant 3 jours, l'Etat, la Région, le Département et les professionnels du secteur ont défini les axes de développement du tourisme à La Réunion. Engagées autour de plusieurs thématiques, les discussions ont permis de confronter les critiques, d'ouvrir des pistes de réflexions et de proposer des actions à mener.

### ◆ Collectivités territoriales

Le redécoupage territorial a été officialisé par un décret publié au Journal Officiel. Selon la **nouvelle carte cantonale**, La Réunion compte désormais 25 cantons au lieu de 49. Seront élus dès 2015, des conseillers départementaux en lieu et place des conseillers généraux, avec 50 élus (25 hommes et 25 femmes).

### ◆ Financement

**PocPoc**, première plateforme de « crowdfunding » (financement participatif) a vu le jour à La Réunion. Les demandes de financement présentées par les porteurs de projet pour des montants compris entre 1.500 euros et 15.000 euros doivent respecter des critères bien définis : impact social et sociétal, environnemental, engagement éthique, réponse apportée à un besoin existant à La Réunion.

## Mars

### ◆ Santé

La **ministre des Affaires sociales et de la Santé** Marisol Touraine est venue annoncer la création d'un « statut médical de sages-femmes des hôpitaux ». En visite une première fois en février, la ministre avait lancé le « schéma départemental de l'enfance » à La Réunion et posé la première pierre du Pôle Sanitaire Ouest.

### ◆ Artisanat

Au cours de la **Semaine nationale de l'Artisanat**, Bernard Picardo, président de la chambre des métiers et de l'artisanat de La Réunion a souhaité valoriser les savoir-faire réunionnais et promouvoir la production locale auprès des touristes qui achètent jusqu'à 80% de souvenirs issus de l'importation. Un label "Made by Réunion" est prévu à cet effet.

### ◆ Formation

En partenariat avec la CCIR, **Sciences Po Aix** lance un « Master des affaires internationales » à La Réunion. Proposé à la rentrée 2015 pour une vingtaine de jeunes, l'enseignement sera tourné sur les problématiques de la zone. Au cours de la formation, un stage de 6 mois en entreprise devra être effectué, de préférence à l'étranger (Inde, Chine, Afrique...).

### ◆ Transports routiers

Le **Comité National Routier** a entamé une mission auprès de la CCIR dans le cadre de la problématique des prix dans le transport routier de marchandises à La Réunion. Les deux acteurs travaillent notamment sur la lutte contre la pratique des prix anormalement bas et visent à établir une grille tarifaire pour la revalorisation du prix du transport de bétons, en vue de la construction de la nouvelle route du littoral.

### ◆ Entreprises

L'association EFOIR (Entreprendre au féminin dans l'océan Indien) a organisé la deuxième édition des **Biz'nes rencontres**. Cet événement permet de rencontrer lors d'un « speed business meeting » un maximum d'interlocuteurs en un minimum de temps.



# L'enquête auprès des dirigeant(e) d'entreprises réunionnaises

## Methodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du 1<sup>er</sup> au 17 avril 2014 par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes d'opinion des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2011) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 1T2014	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
<b>VS TRIMESTRE NORMAL</b>											
Industrie Biens de conso.	-4%	-19%	-24%	26%	8%	6%	-19%	-23%	-21%	12%	-39%
Industrie Autres	-16%	-14%	2%	-7%	-5%	-19%	-38%	-4%	-9%	-3%	-18%
Commerce de détail	-19%	-56%	-49%	-19%	-3%	-8%	-37%	-1%	-10%	-12%	-35%
Commerce de gros	5%	-14%	-26%	-14%	7%	-2%	-40%	-22%	-27%	-2%	-56%
Construction	-11%	-25%	-38%	-30%	-29%	-22%	-47%	-30%	-27%	-25%	-41%
Transports marchandises	-5%	-23%	-39%	-31%	-1%	-15%	-31%	-46%	-8%	-4%	-34%
Transports passagers	0%	-30%	-14%	19%	3%	-1%	-35%	3%	-10%	-7%	-33%
TIC	-6%	-6%	-22%	6%	-7%	6%	-22%	-13%	-6%	-4%	-50%
Hôtels et restaurants	-3%	-60%	-58%	-3%	-16%	-11%	-44%	-7%	-26%	-15%	-74%
Autres services marchands	-26%	-33%	-19%	-19%	-17%	-14%	-41%	-12%	-1%	-8%	-60%
TOTAL	-14%	-32%	-28%	-14%	-10%	-11%	-39%	-14%	-12%	-9%	-49%
<b>VS TRIMESTRE précédent</b>											
Industrie Biens de conso.	-4%	-23%	-13%	0%	-8%	15%	-28%	-13%	-27%	15%	-24%
Industrie Autres	-19%	-22%	-10%	-6%	-14%	-4%	-22%	-21%	-15%	-14%	-25%
Commerce de détail	0%	-18%	-37%	-7%	5%	-16%	-33%	-3%	-11%	-11%	-23%
Commerce de gros	5%	-36%	-30%	-3%	10%	14%	-27%	-18%	-10%	12%	-35%
Construction	-30%	1%	-15%	-10%	-24%	-17%	-41%	-35%	-33%	-26%	-29%
Transports marchandises	-11%	-43%	-42%	-19%	11%	-7%	-27%	-30%	-11%	-4%	-27%
Transports passagers	-10%	-10%	-23%	7%	-6%	-6%	-25%	3%	-16%	-7%	-13%
TIC	0%	9%	-3%	0%	-3%	-3%	-31%	-19%	-3%	-7%	-44%
Hôtels et restaurants	-8%	-48%	-43%	0%	-14%	-8%	-44%	-11%	-15%	-14%	-39%
Autres services marchands	-12%	-34%	-27%	-12%	-15%	-15%	-41%	-12%	-24%	-8%	-35%
TOTAL	-10%	-25%	-26%	-7%	-8%	-8%	-35%	-15%	-20%	-7%	-31%
<b>VS TRIMESTRE Prochain</b>											
Industrie Biens de conso.	18%	15%	-2%	8%	12%	6%	15%	1%	7%	6%	4%
Industrie Autres	-9%	26%	21%	12%	-9%	-1%	-13%	3%	-25%	10%	14%
Commerce de détail	-4%	13%	11%	-7%	8%	4%	4%	3%	5%	-19%	10%
Commerce de gros	17%	4%	6%	-22%	2%	-1%	-14%	-8%	-9%	14%	1%
Construction	7%	26%	-14%	-18%	-10%	0%	-11%	-17%	-18%	-6%	-11%
Transports marchandises	11%	46%	42%	4%	3%	11%	20%	11%	8%	4%	42%
Transports passagers	23%	49%	32%	13%	26%	15%	19%	7%	9%	-7%	41%
TIC	10%	15%	15%	0%	13%	3%	16%	3%	0%	-4%	9%
Hôtels et restaurants	-7%	-21%	-29%	-16%	-3%	-5%	-30%	-5%	-12%	-4%	-25%
Autres services marchands	-7%	4%	-4%	-14%	-10%	-17%	-7%	8%	8%	-8%	-31%
TOTAL	0%	11%	1%	-11%	-3%	-6%	-6%	1%	-2%	-5%	-9%

## Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

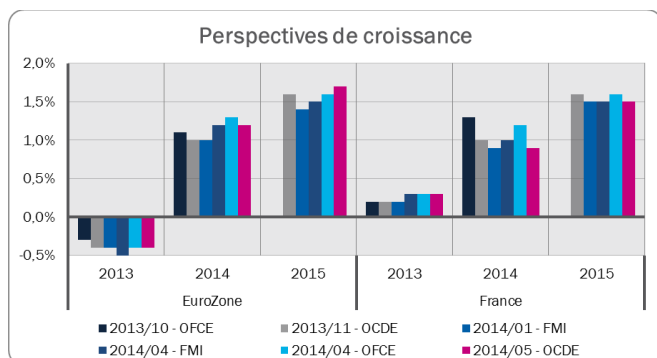
**-39 %** : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au premier trimestre 2014 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

# Les perspectives à court et moyen terme

## ◆ L'influence internationale et européenne

Sans surprise, de nouvelles prévisions de croissance ont été publiées à la baisse durant ce trimestre pour 2014, en France, en Europe mais également aux Etats-Unis, en raison d'un net ralentissement de la demande mondiale plus fort que prévu.



Source : FMI, OCDE, OFCE

Face au risque prégnant de déflation en Europe, plus particulièrement visible dans les pays « périphériques », la Banque Centrale Européenne a présenté un plan de mesures de grande ampleur, comprenant une révision générale de ses principaux taux :

- le taux directeur passe à 0,15% (contre 0,25%) ;
- le taux de prêt marginal est ramené à 0,40% (contre 0,75%) ;
- le taux de facilité de dépôt passe en territoire négatif à -0,10% (contre 0% depuis 2012) ;

Cette dernière mesure inédite traduit une ponction d'une taxe de 10 points de base auprès des banques qui laissent leurs liquidités, afin de favoriser la transmission du crédit dans l'économie réelle.

En complément, la BCE a prévu d'autres actions toutes aussi volontaristes, contenant :

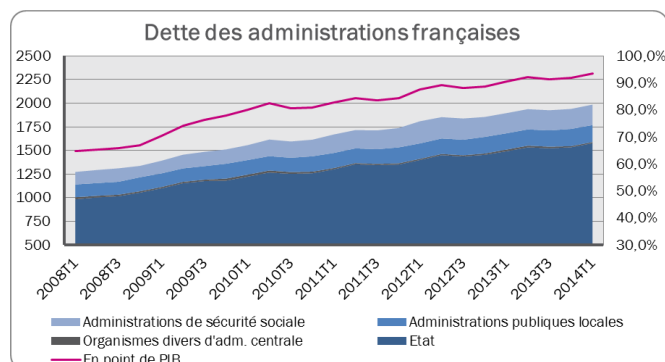
- deux grandes opérations de prêts de liquidités à 4 ans pour un maximum de 400 Mds € ;
- un programme de rachat d'actifs titrisés c'est-à-dire des rachats par lots, de prêts accordés par les banques aux entreprises ;
- des conditions d'octroi de liquidité avantageuses ;
- la fin des reprises de liquidités hebdomadaires.

En dévoilant ce programme très ambitieux, la BCE souhaite également affaiblir l'euro dont la vigueur pèse sur la compétitivité des entreprises européennes hors de leurs frontières.

Toutefois, les chances de réussite restent incertaines et peuvent être contrecarrées en raison des causes internes même du blocage de la zone euro. Parmi celles-ci, la faiblesse de la demande intérieure elle-même engendrée par les politiques budgétaires d'austérité risque de manquer de réactivité à l'apport complémentaire de liquidités.

Par ailleurs, une contradiction apparaît entre l'institution monétaire européenne qui incite à libérer le crédit et les autorités de régulations bancaires qui, via les Accords de Bâle 3, exigent toujours plus de garanties visant à sécuriser le financement bancaire.

## ◆ Le poids de la dette française



Source : INSEE

Au premier trimestre 2014, la dette française a encore augmenté, atteignant 1 986 Mds € à 93,6% du PIB. La France ne ménage pourtant pas ses efforts pour parvenir à réduire son déficit budgétaire. Mentionnons au passage le relèvement de l'indicateur de la croissance française par l'INSEE qui intègre désormais les dépenses de R&D dans le calcul de la FBCF.

La stratégie de resserrement de la politique budgétaire en France comme en zone euro ralentit paradoxalement le processus de désendettement en freinant la croissance.

Cependant, l'objectif de réduction du déficit public ne fait pas tout. Les intérêts qui courent sur la dette accumulée pèsent également en raison des taux d'intérêt. Or, si la croissance est inférieure à ce taux (ce qui est malheureusement le cas), le poids relatif de la dette ne peut qu'augmenter dans une logique purement mathématique.

Le combat contre la dette, loin d'être gagné, vire visiblement à l'utopie : tant les ménages que les entreprises doivent s'attendre à de nouvelles pressions pour atteindre l'objectif de l'équilibre budgétaire que s'est fixé le gouvernement.

La période post-électorale risque de dérouter les nouvelles mandatures qui se réveillent avec la « gueule de bois ». Rappelons que le gouvernement envisage dans son projet de loi de finance rectificative une économie générale de 50 Mds €, dont 10 Mds € à trouver auprès des collectivités locales.

Dans les DOM, ces restrictions budgétaires concoctées par l'autorité nationale ne pourraient qu'avoir un impact délétère sur des économies déjà fragilisées.

# L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2014, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

## Publications déjà disponibles :

### ◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

### ◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

### ◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

### ◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

### ◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

**Pour en savoir plus : [www.nexa.re/observer-la-reunion](http://www.nexa.re/observer-la-reunion)**

**Nouveauté** : les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont maintenant accessibles en ligne.

# NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

## VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information  
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables  
Environnement



Tourisme

## DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



### CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex  
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

[observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

[www.nexa.re](http://www.nexa.re)

